



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale Rhône-Saône

Villeurbanne, le 5 octobre 2015

Affaire suivie par : Emmanuelle MAILLARD
Cellule Risques Chroniques et Territoriales
Subdivision Santé Sol Sous-Sol Déchets/Déchets
Tél. : 04 72 44 12 09
Télécopie : 04 72 44 12 57
Courriel : emmanuelle.maillard@developpement-durable.gouv.fr
Référence : UTRS-CRC-15-514-EM

DEPARTEMENT DU RHONE

Rapport de l'inspection des installations classées

Suite APMD du 21 avril 2015

Raison sociale :	Guy Dauphin Environnement
Nom commercial :	GDE
Adresse du siège social :	BP 5 14 540 ROCQUANCOURT
Adresse de l'établissement :	13 bis avenue de l'Industrie 69960 CORBAS
Activité principale :	Centre de Véhicules Hors d'Usage agréé Centre de Tri/Transit/regroupement de déchets de métaux, d'alliages, de résidus et objets métalliques.
Code S3IC de l'établissement :	106.304
Priorité DREAL :	P3

Copie à : REMIPP-2PSE
C4SD/D
CHRONO

I - Historique :

Après instruction de la déclaration relative à la directive européenne Industrial Emission Directive 2010/75/UE dite Directive IeD de l'établissement Guy Dauphin Environnement (GDE) situé à Corbas, l'inspection a constaté que l'exploitant a déclaré à Monsieur le préfet du Rhône, par courrier en date du 5 novembre 2013 une capacité temporaire de stockage de déchets dangereux de 45 tonnes sous la rubrique 3550.

Or, à la suite de la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement par le décret n° 2010-369 du 10 avril 2010 qui a créé notamment de nouvelles rubriques relatives aux déchets, l'exploitant par transmission du 7 mars 2011, demandait à bénéficier au titre de l'antériorité pour la rubrique 2718 : « *Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.* », **d'une capacité de 56 tonnes.**

Au regard de l'examen de votre demande de bénéficier au titre de l'antériorité et des autorisations accordées par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 modifié, l'inspection des installations classées a proposé dans son rapport du 20 novembre 2013 à Monsieur le préfet du Rhône, que l'établissement GDE à Corbas puisse bénéficier des droits acquis pour cette rubrique et cette capacité (56 tonnes).

Il y a donc eu une incohérence entre la déclaration de la capacité pour la Directive IeD et la capacité autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié du site.

Au vu des éléments cités ci-dessus, l'inspection des installations classées a proposé à monsieur le préfet du Rhône, préfet de la Région Rhône-Alpes, de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement et de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative :

- soit en déposant **sous 3 mois** un rapport de base et un rapport de conformité établis conformément à l'article 515-82 du Code de l'environnement ;
- soit en déposant **sous 3 mois** un dossier selon l'article R512-33, qui demande la réduction de capacité à 45 tonnes pour la rubrique 2718. L'exploitant justifiera d'une organisation permettant le respect de cette capacité.

Par arrêté du 21 avril 2015, monsieur le préfet du Rhône a mis en demeure l'exploitant Guy Dauphin Environnement de respecter les points cités ci-dessus.

II – Analyse des transmissions de l'exploitant

Par transmission du 24 juillet 2015, la société GDE confirme par écrit qu'il souhaite la réduction de sa capacité à 45 tonnes pour la rubrique 2718.

L'exploitant déclaré également qu'afin de garantir ce volume maximum, il a mis en place l'organisation suivante :

- suivi quotidien du stock de déchets de son site et en particulier le stock des batteries informatiquement par rapport au registre journalier des déchets entrants et sortants sur le site ;
- gestion logistique des batteries à flux tendu. C'est-à-dire que l'exploitant déclenche l'affrètement d'enlèvements des stocks de batteries avant d'atteindre la quantité de 45 tonnes.

L'exploitant a également transmis la justification que cette organisation a permis de maintenir le stock en dessous des 45 tonnes pour le mois de mai, juin et juillet 2015.

III- Conclusion – proposition :

Les éléments transmis par l'établissement Guy Dauphin Environnement en date du 24 juillet 2015 à monsieur le préfet du Rhône permettent de lever l'intégralité des points de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé.

Au vu des éléments cités ci-avant, nous proposons à monsieur le préfet du Rhône de :

- ne donner aucune suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 juillet 2015 ;
- d'acter lors de la prochaine modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié après passage devant le CoDERST de la quantité de 45 tonnes pour la rubrique 2718 de de la nomenclature des installations classées.

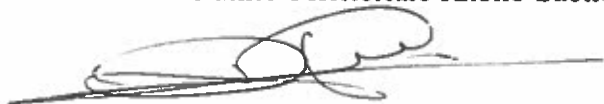
L'inspecteur de l'environnement



Emmanuelle MAILLARD

Vu, approuvé et transmis à monsieur le préfet du Rhône
Lyon, le **06 OCT. 2015**

Pour la directrice et par délégation,
Le chef de l'unité Territoriale Rhône-Saône



Jean-Yves DUREL

